

**ETUDE SUR LA VIABILITE ECONOMIQUE
DES SOCIETES DE PRODUCTION DE
FICTION ET DOCUMENTAIRE
INDEPENDANTES EN SUISSE ROMANDE**

Genève, août 2018

**Une étude de Fonction: Cinéma réalisée par
Pierre-Adrian Irlé
pierreadrian@gmail.com**

Introduction - Fonction: Cinéma

Fonction: Cinéma a estimé opportun de faire **un point de situation sur la production romande**, à partir des données chiffrées mise à disposition par Cinéforum depuis sa création en 2011. Cette présente étude porte donc sur **les attributions financières des 6 dernières années en faveur de la création audiovisuelle romande**.

Nous nous sommes attachés à mettre en lumière les **profils variés des sociétés de production qui structurent le paysage de notre région et l'évolution de leur viabilité économique**. En effet, un des objectifs qui a motivé les cantons romands à mutualiser les fonds dédiés à la création audiovisuelle via la Fondation Cinéforum était de professionnaliser davantage le secteur audiovisuel romand pour consolider son dynamisme et permettre un meilleur développement de son potentiel créatif et artistique.

Du point de vue des producteurs et des réalisateurs, la « **professionnalisation** » signifie de **promouvoir autant que possible la continuité des pratiques et des revenus qui y sont liés**, afin que leurs expériences acquises profitent aux films produits au fil de leur carrière professionnelle.

Pour les collectivités publiques, le terme de « professionnalisation » induit avant tout un gage de qualité pour les œuvres, permettant ainsi aux films soutenus la plus large diffusion possible, ainsi qu'une visibilité accrue de la création romande. Ces deux visions ne sont bien évidemment pas antinomiques, mais **la lancinante question de la viabilité économique des professionnels qui travaillent en Suisse et qui peuvent véritablement vivre de leur métier reste une problématique très aigüe pour la production indépendante**.

Il est aussi à noter qu'une **collaboration plus étroite entre la télévision publique et la production indépendante en matière de fiction TV s'est développée ces dernières années**, ce qui conforte l'idée que ce partenariat est essentiel pour les deux parties, que cela soit sur le plan économique ou pour le développement professionnel du secteur.

La progression en 2017 des parts de marché des films suisses dans les cinémas, avec 6,7 % de part de marché pour 936'186 entrées, est encourageante. Nous estimons que **l'existence de Cinéforum bénéficie comme souhaité à l'ensemble de la filière**, et que ce système d'attribution unique des fonds régionaux, fonctionnant avec des critères clairs, équitables et transparents, a eu un effet structurant pour la branche.

Introduction - Fonction: Cinéma

Il est cependant à noter que **les bouleversements que traverse l'exploitation en salle actuellement vont nécessiter à terme de faire évoluer les indicateurs d'analyse de la bonne santé de notre secteur.**

Chiffres à l'appui, **cette étude rend compte de notre paysage audiovisuel et de la réalité, certes encourageante, mais néanmoins précaire, dans laquelle évoluent les sociétés de production dans notre région.** Elle permet de lire plus en profondeur quelles typologies de sociétés de production coexistent en Suisse romande, avec des pratiques professionnelles distinctes, et nous permet de proposer quelques propositions de mesures qui consolideraient la production romande.

Sans les données chiffrées que Cinéforum rend publiques chaque année, cette étude n'aurait pas pu être effectuée.

Nous remercions particulièrement Gérard Ruey et Laurent Kempf pour leur collaboration tout au long de l'élaboration de cette étude.

Aude Vermeil

Directrice, Fonction: Cinéma

Notes sur la méthodologie

- Nous partons du principe qu'**une société est viable à partir du moment où elle est en mesure de financer les frais de fonctionnement minimaux d'un producteur à plein temps assisté d'un collaborateur à mi-temps. De ce fait:**
 - **Les sociétés qui génèrent plus que le revenu minimum nécessaire** sont en mesure d'avoir des équipes plus grandes (deux producteurs, assistant(s) à plein temps, etc.), mais sont de facto déjà viables.
 - **Les sociétés qui génèrent moins que le revenu minimum nécessaire** sont considérées comme non viables économiquement, et fonctionnent selon un modèle d'affaire de professionnels indépendants et non de sociétés.
- Pour financer sa structure, le **modèle d'affaire d'une société de production est basé sur une marge brute** que la société dégage du budget des projets qu'elle produit. **Une marge brute de 15% sur le chiffre d'affaire (et non le budget) pour les sociétés générant plus de revenus et de 18% pour les autres est appliquée**, car les plus petits projets sont plus fragiles pour les producteurs.
- **Les données de chiffre d'affaire (CA) incluent les apports de financement suisse** pour le doc, la fiction et l'animation. Le CA généré dans d'autres domaines de l'économie (publicité, institutionnel, conseil, etc.) et à l'international, ainsi que les apports producteur en fonds propres (hors comptes de soutien) n'est pas inclus.
- Pour faciliter la lecture, le financement suisse est considéré comme le chiffre d'affaire (CA), bien que le chiffre d'affaire de ces sociétés diffère d'un point de vue comptable et en raison de revenus annexes.
- **Nous avons exclu la « part producteur » (i.e. participations, fonds propres) tout en gardant les comptes de soutien dans la base de calcul du chiffre d'affaire, car cette part producteur représente un investissement et non un revenu**, et vient dans certain cas gonfler le plans de financement des productions, sans que cela soit reflété dans le CA. La base adoptée couplée avec une marge brute de 15% à 18% selon le CA constitue une approche conservatrice.
- **Les données moyennes sont traitées sur 6 ans, ce qui permet de tirer des enseignements réalistes de par la durée des projet qui peut s'étendre sur plusieurs années.** Il reflète la dynamique du marché romand depuis la création de Cinéforum jusqu'à la clôture de l'exercice 2017.

Le marché romand finance chaque année en moyenne 74 productions avec 32mio Frs, dont plus de la moitié sont des apports régionaux (RTS et Cinéforum)

Nombre de projets par genre et source de financement (CH)

62	66	87	68	78	82	Nombre de films
28	30	38	31	27	35	Financement (mio Frs)



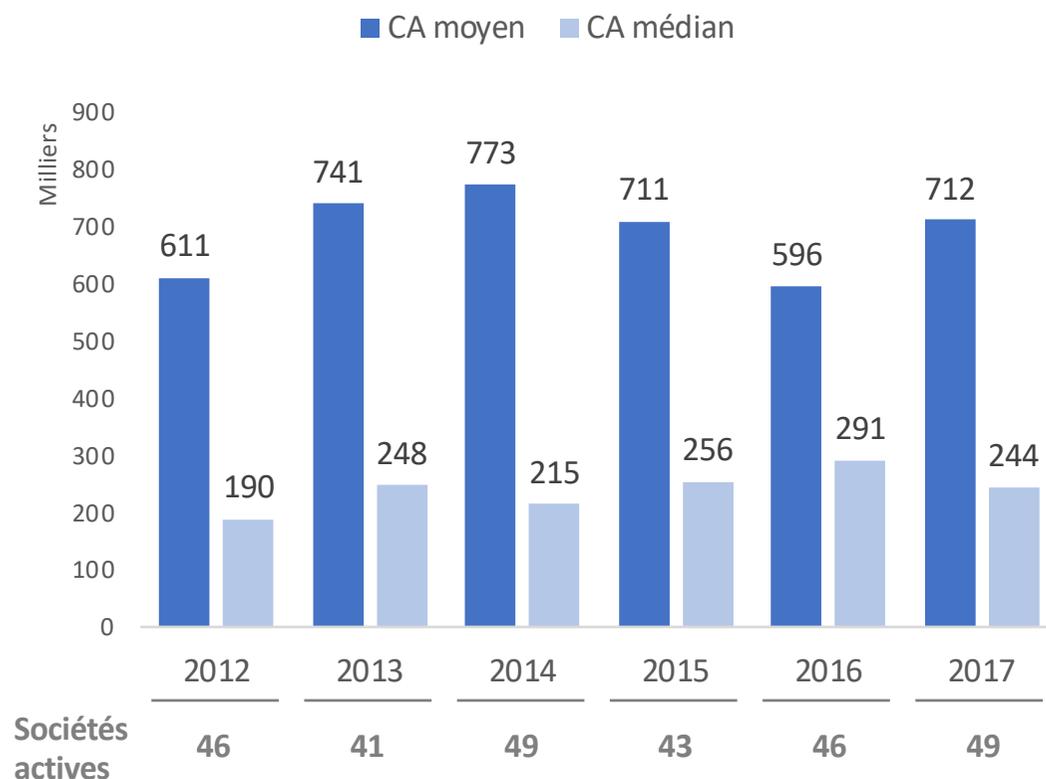
Une économie fragile malgré le budget des films

- **Le paysage a été relativement stable**, malgré un pic en 2014 qui s'explique par:
 - Le financement important d'un film d'animation (Ma vie de Courgette), dont l'envergure est inhabituelle dans cette catégorie
 - Un nombre plus important de projets financés par l'OFC
- Alors que la réalité économique ne semble au premier abord relativement bonne, **il est pourtant très difficile de vivre du métier de producteur**
- En cause: la **fragmentation des acteurs** de la production et le **manque de volume** sur un marché articulé autour d'un seule et unique partenaire de télévision

Alors que le financement des productions et le nombre de projet est stable, la précarité du marché s'explique par la fragmentation de son économie et la multiplication des sociétés bénéficiaires

Le nombre de sociétés bénéficiaires et la distribution non homogène du financement sont deux facteurs fragilisants

CA moyen et médian des sociétés de production romandes (CH)



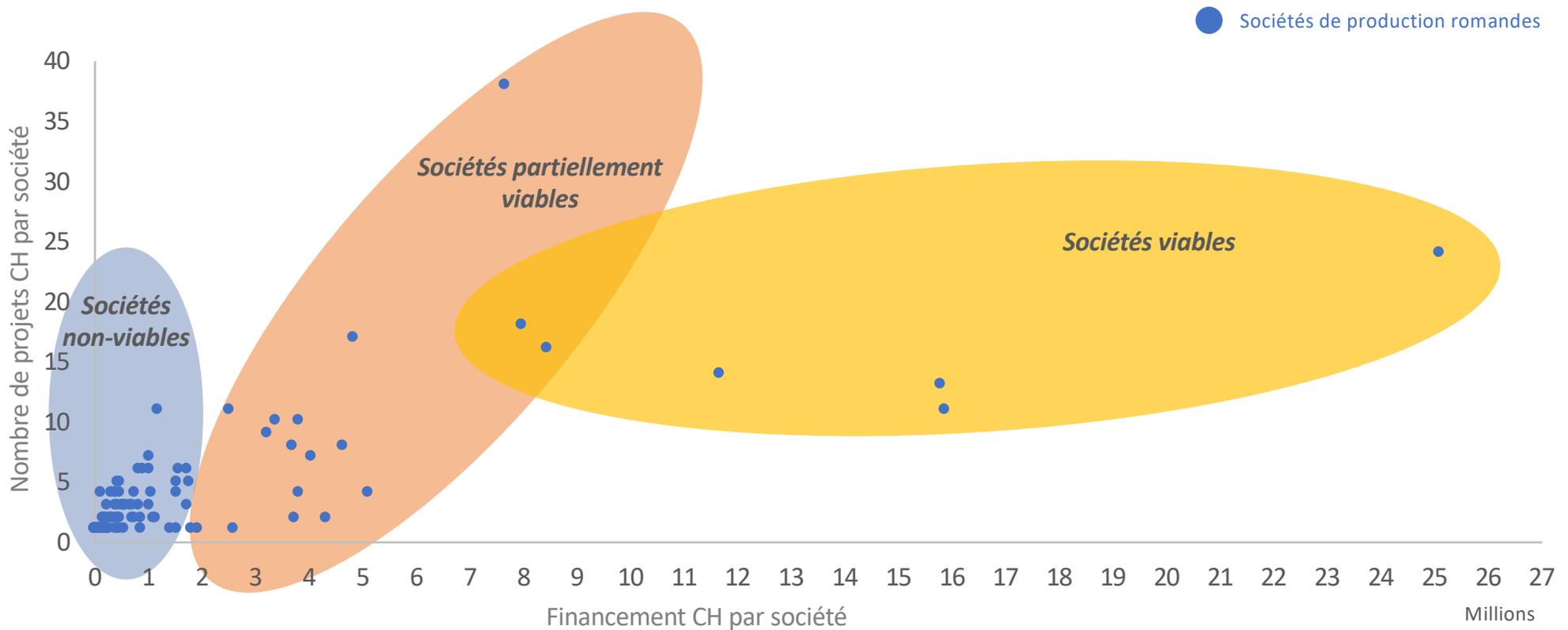
Un marché fragmenté et un financement dilué

- Rapporté au nombre de sociétés de production romandes actives par année, **le chiffre d'affaire annuel moyen est de 691k Frs**
- Si on prend en compte que beaucoup de sociétés font des années sans CA, **ce chiffre baisse à 270k Frs de CA annuel moyen**
- Par ailleurs, **la distribution du financement n'est pas homogène** puisque la moyenne du CA médian (240'631 Frs) est largement inférieure à la moyenne du CA moyen (690'764 Frs) sur la période
- Cela indique qu'**une minorité de sociétés bénéficie d'une majorité du financement**
- La suite de cette analyse vise à apporter un éclairage à cette constatation

Plus la différence entre le CA moyen et le CA médian est grande, plus les disparités de financement sont importantes entre les sociétés de production actives

La distribution du financement indique effectivement qu'une minorité de sociétés absorbe un financement largement supérieur à la moyenne

Nombre de projets et financement CH cumulé des sociétés de production indépendantes romandes (2012 – 2017)



On peut identifier trois groupes de sociétés représentatives de réalités économiques différentes

VIABILITE



Quels sont les critères définissant, à minima, une forme de viabilité théorique pour une société de production audiovisuelle opérant sous la forme d'une structure professionnelle?

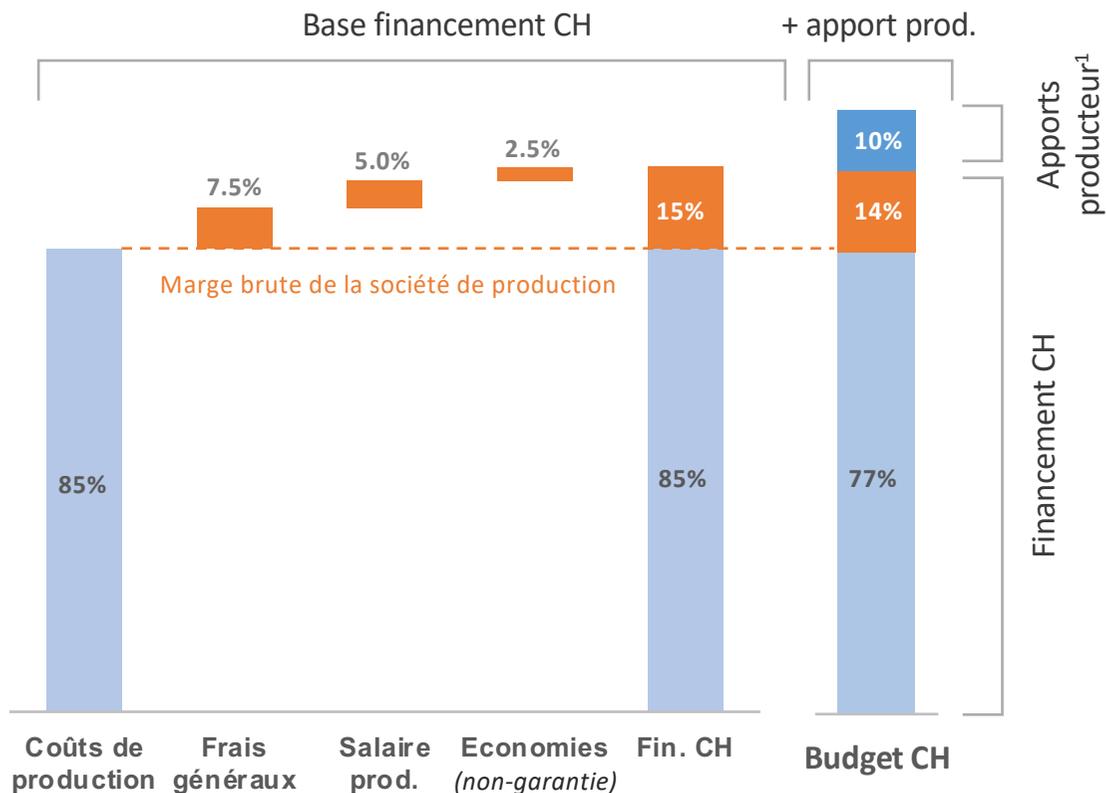
Budget et chiffre d'affaire minimum d'un producteur indépendant (chiffres approx./arrondis)

Producteur (100%)	7'500/mois	100'000	→	Au moins un producteur à plein temps dédié au développement, à la production et à la promotion
Assistant (50%)	2'750/mois	40'000	→	Au moins une/un assistant de production à mi-temps
Loyer bureau	1'500/mois	20'000		
Autre frais fixes	20'000	20'000	→	Fiduciaire, téléphone, internet, charges, bureautique, assurances, etc.
Frais variables	20'000	20'000	→	Déplacements, représentation, fournitures, imprévus, etc.
Total frais et salaires		200'000		
Marge brute moyenne producteur		15%	→	Frais généraux (7.5%), salaire producteur (5%), autres économies (2.5%)
Chiffre d'affaire minimum nécessaire		1'300'000		

Afin d'être économiquement viable, une société de production professionnelle doit générer un minimum de **1.3mio Frs de chiffre d'affaire** afin de pouvoir s'appuyer sur un budget minimum de 200'000 Frs

Les sociétés romandes supportent en moyenne 10% de la part suisse du budget de production en apport producteur et doivent pouvoir dégager 15% du financement pour fonctionner

Le fonctionnement d'une société de production s'appuie sur sa capacité à dégager une marge opérationnelle



- La **marge brute**, ou marge opérationnelle, permet au producteur de **financer le budget annuel de la société** (cf. slide précédente).
- Nous avons **exclu la « part producteur » hors apports comptes de soutien** (inclus dans la part de financement) de la base de calcul du chiffre d'affaire, car elle représente un investissement et non un revenu, et vient dans certain cas gonfler le plans de financement des productions, sans que cela soit reflété dans le CA.
- **La base adoptée couplée avec une marge brute de 15% à 18%** selon le CA constitue une approche conservatrice, compte tenu du fait que cette marge sur le budget est encore diluée par l'apport producteur (une marge producteur de 15% sur le financement suisse correspond à une marge de 14% sur le budget suisse).

Une marge sur le financement suisse de 15% pour les plus grandes sociétés de production, et de 18% pour les sociétés petites et moyennes est réaliste et conservatrice

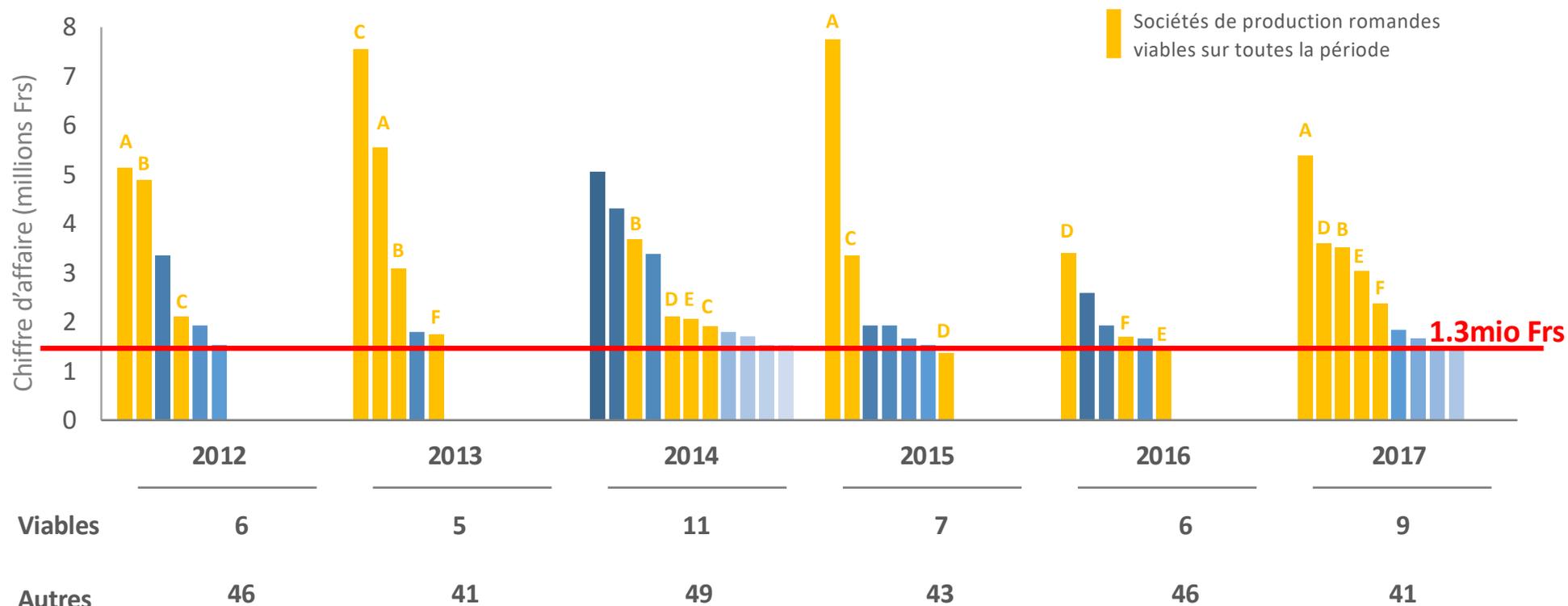
¹ Apport producteur moyen sur la période 2012-2017 des sociétés de production romandes

RETOUR SUR LES DONNEES DE CINEFOROM 2012-2017



Sur la période 2012-2017, 24 sociétés ont réussi à être théoriquement viables au moins une année, mais seules 6 d'entre elles l'ont été sur toute la période

Sociétés dont le chiffre d'affaire a été supérieur à 1.3mio Frs au moins une fois pendant la période 2012 - 2017

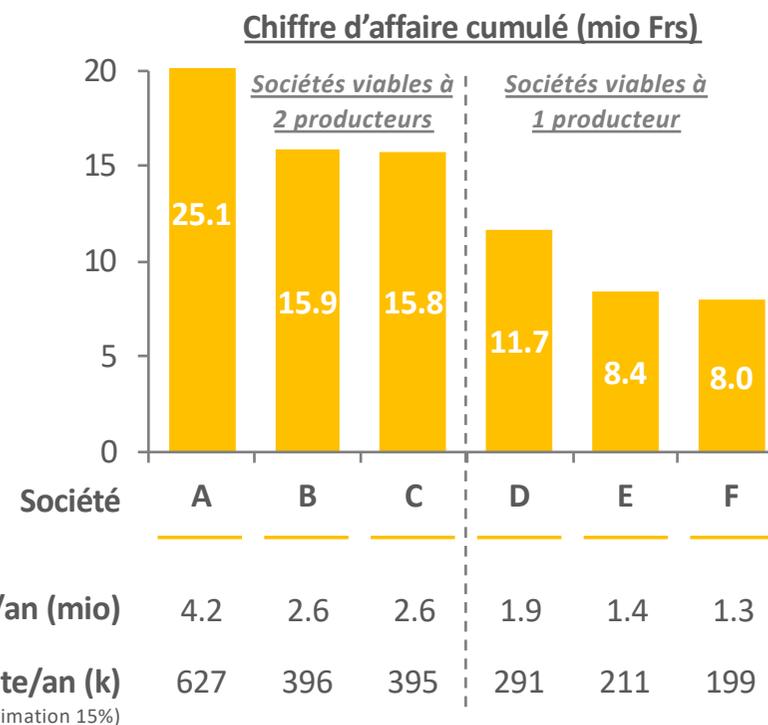
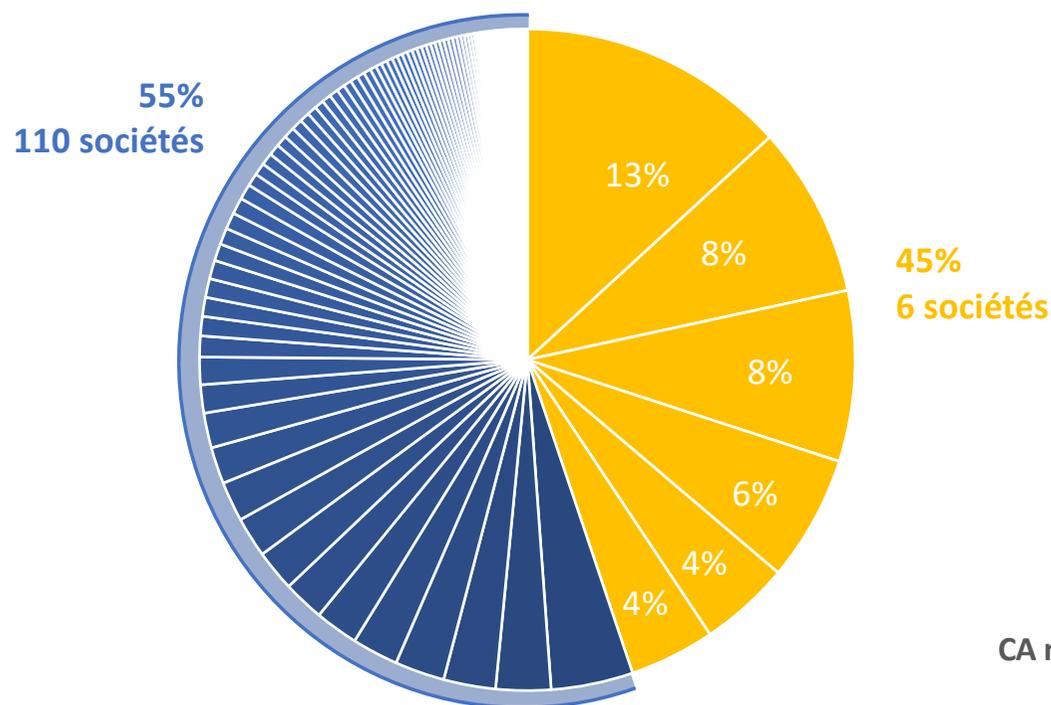


Sur les 21 sociétés ayant été viables au moins une fois au cours des 6 années de la période, 6 ont généré un chiffre d'affaire moyen de plus de 1.3mio Frs par année

Avec 45% de part de marché combinée, ces 6 sociétés ont largement dominé le marché romand, leur viabilité dépendant néanmoins de leur configuration



Part de marché cumulée des 6 sociétés viables sur la période 2012-2017

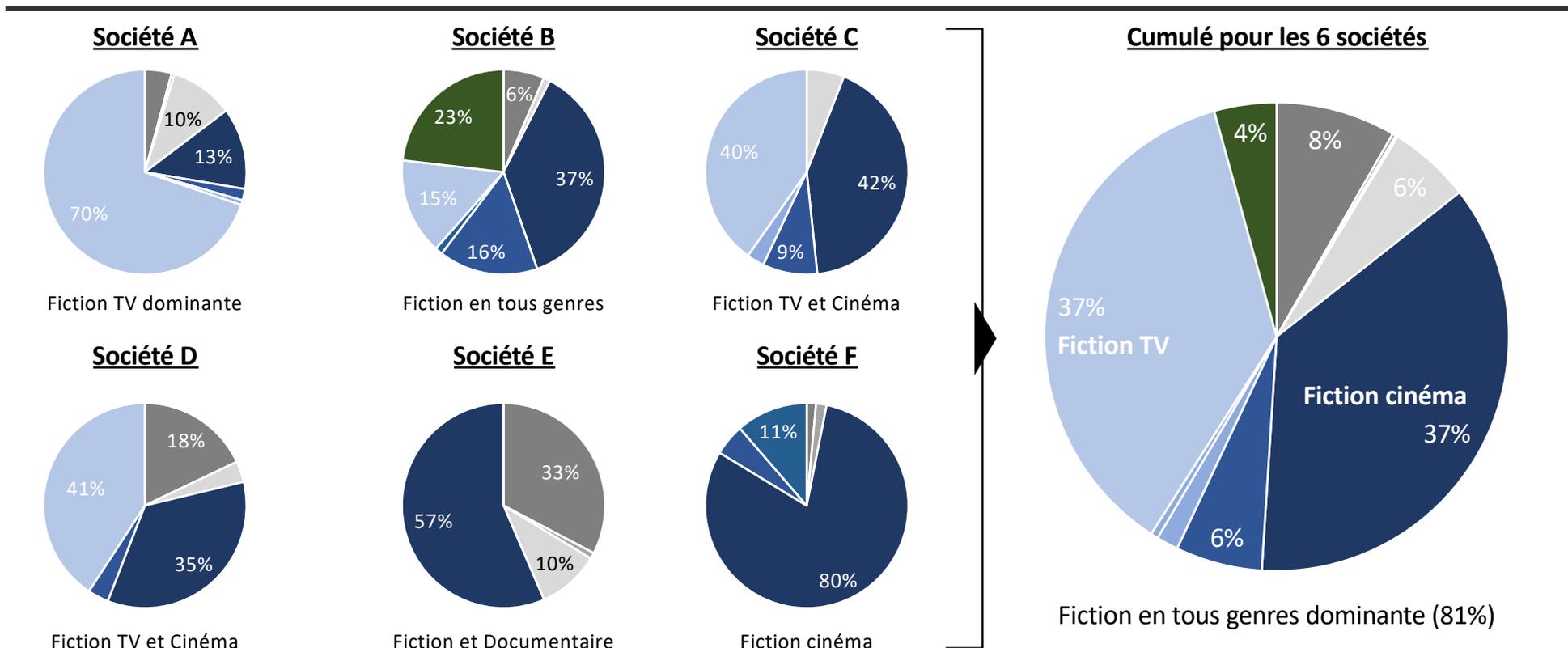


6 sociétés ont absorbé 45% du financement sur la période et ont été économiquement viables, tandis que 110 autres sociétés non viables économiquement se sont partagées les 55% restants

Leur chiffre d'affaire est composé de produits de fiction à hauteur de 81% en moyenne, poussé par la fiction TV et cinéma à égalité



CA par genre pour le groupe de sociétés viables cumulé pour la période 2012-2017



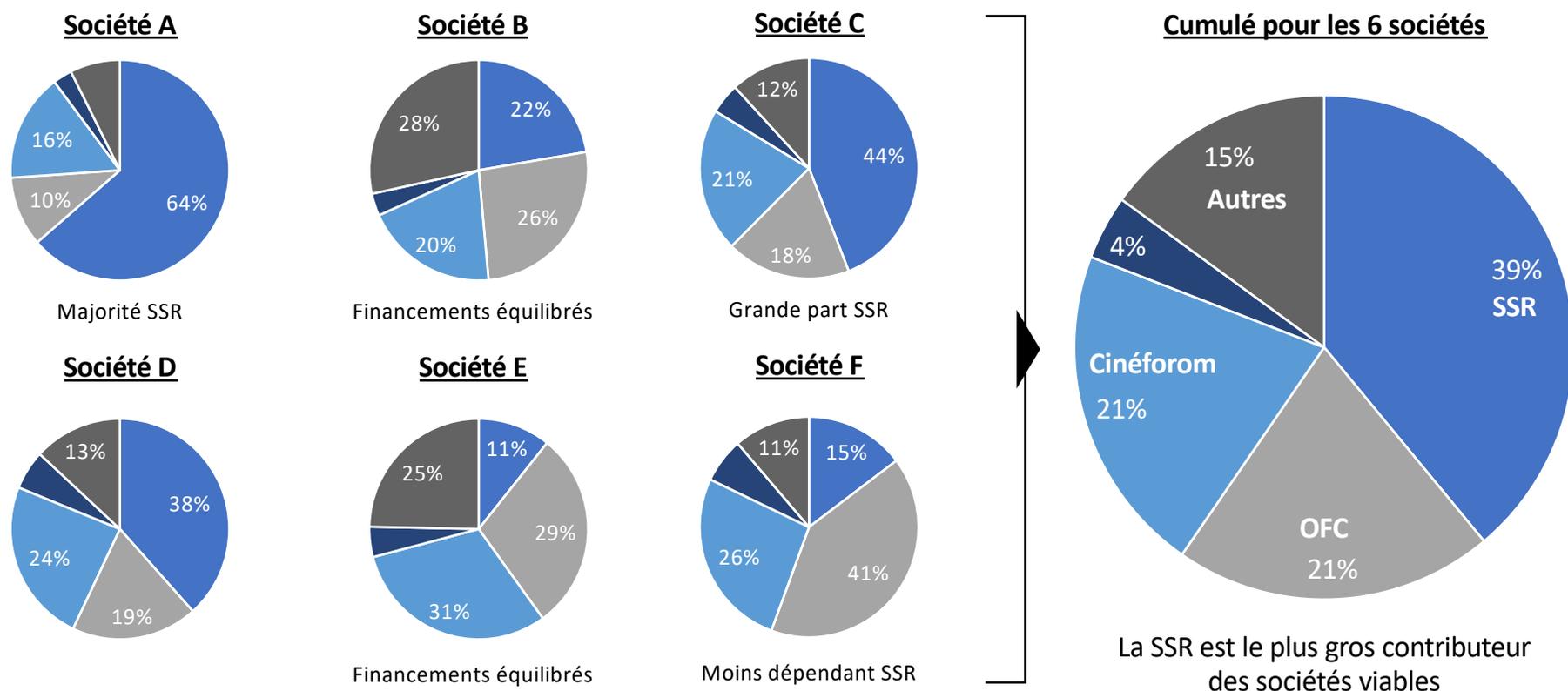
La fiction en tous genre compte pour 57% à 97% du chiffre d'affaire des sociétés viables économiquement

- Fiction cinéma
- Fiction minoritaire
- Fiction court
- Fiction TV
- Animation ciné
- Anim. minoritaire
- Animation court
- Animation court min.
- Doc cinéma
- Doc minoritaire
- Doc court
- Doc TV

Le financement des 6 sociétés viables est largement poussé par les apports de la SSR, par conséquent ce sont les fictions TV qui leur permettent d'être viables



Source du financement par genre de production pour le groupe de sociétés viables cumulé pour la période 2012-2017



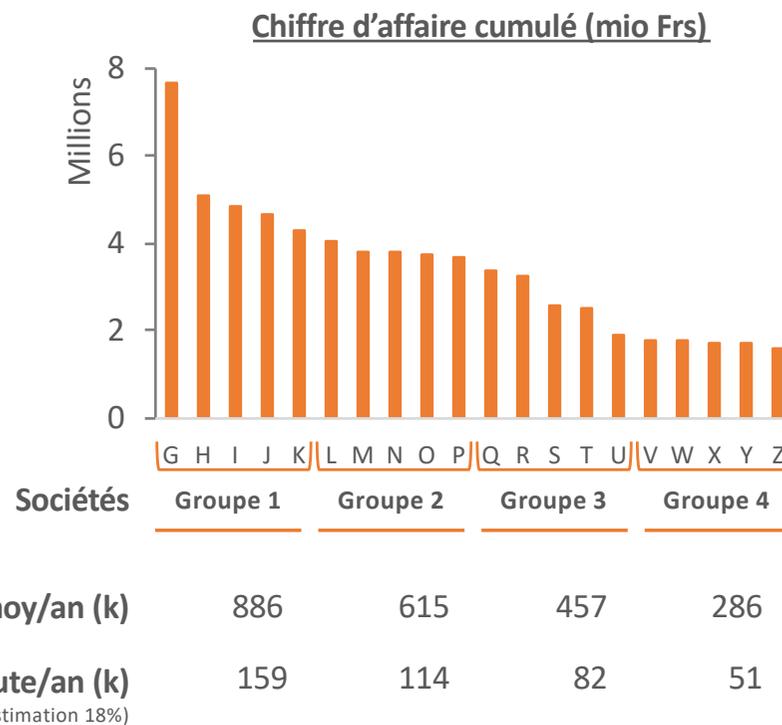
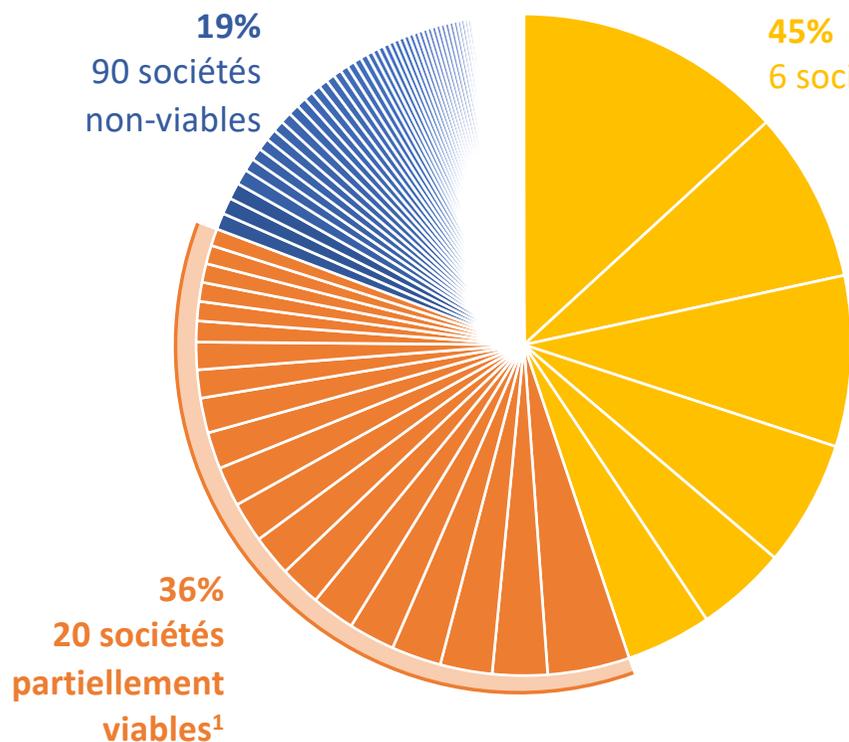
Les sociétés en question sont viables grâce aux apports de la télévision, et plus particulièrement grâce aux co-productions de fiction TV de grande envergure



Seules quelques sociétés sont proches de la viabilité dans le deuxième groupe, tandis que la grande majorité doit trouver des revenus ailleurs pour exister



Part de marché cumulée des sociétés partiellement viables sur la période 2012-2017



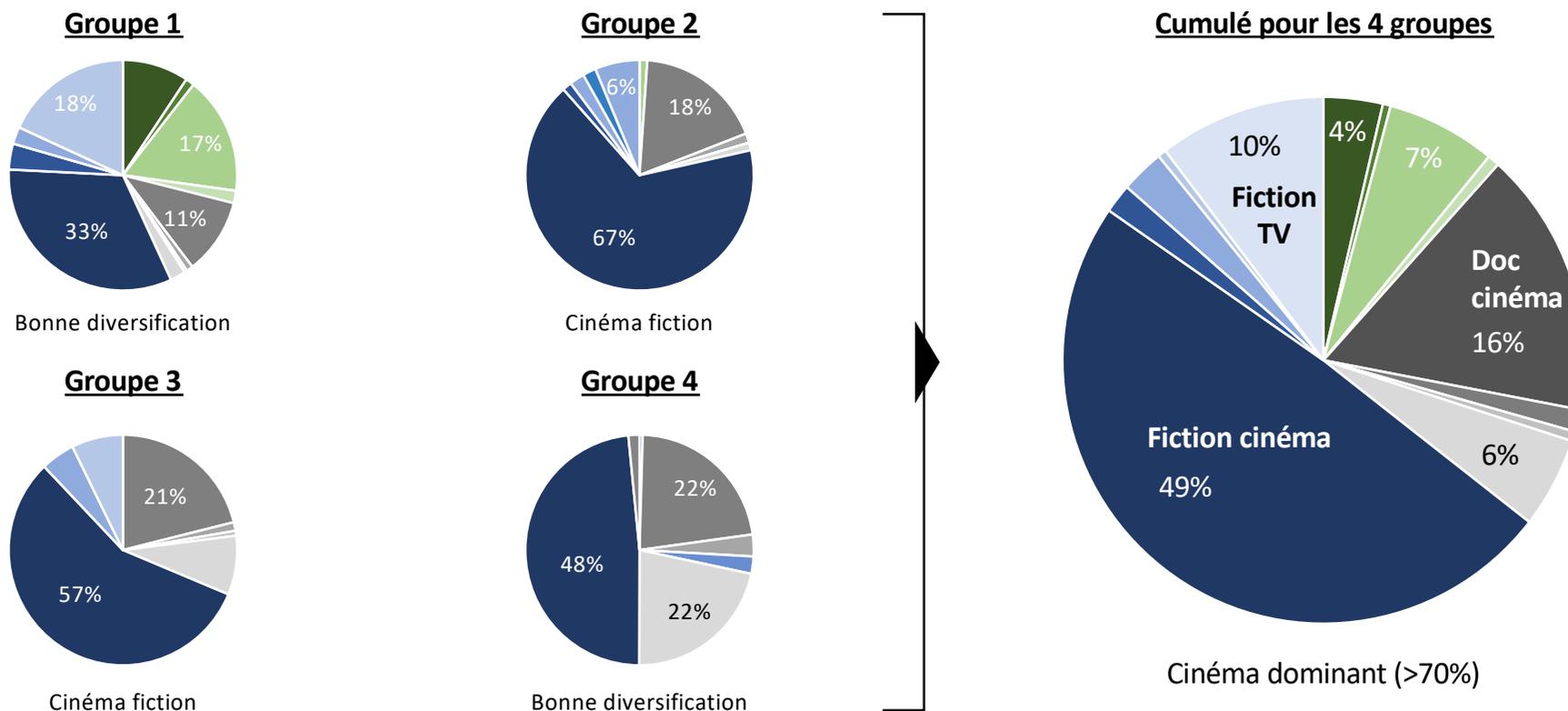
Les sociétés partiellement viables ne peuvent pas garantir le maintien d'une structure d'entreprise, mais peuvent au moins garantir un revenu à un producteur sans charges fixes

¹ Le deuxième groupe regroupe les sociétés pouvant émarger au moins 50k Frs en moyenne par année sur la période en appliquant une marge brute de 18% sur leur CA

Les productions TV sont bien moins présentes que chez les sociétés viables, et la fiction continue de dominer largement en terme d'apport financier



CA par genre de production pour les groupes de sociétés partiellement viables cumulé pour la période 2012-2017

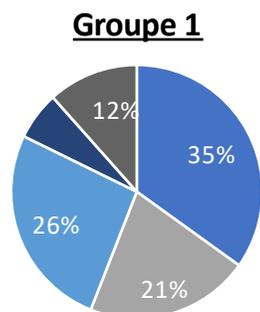


Alors que le groupe de tête profite encore de la fiction TV, les autres groupes sont largement poussés par la fiction cinéma, le dernier groupe ayant plus de documentaire que les autres

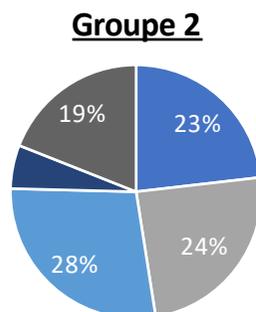
Les sources de financement sont relativement équivalentes au sein des quatre groupes



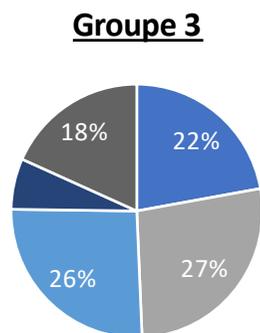
Source du financement par genre pour les groupes de sociétés partiellement viables cumulé pour la période 2012-2017



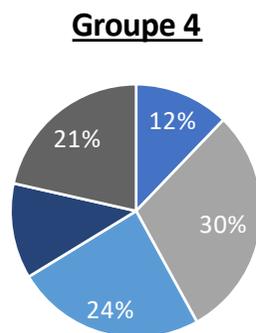
Apport TV important



Financement équilibré

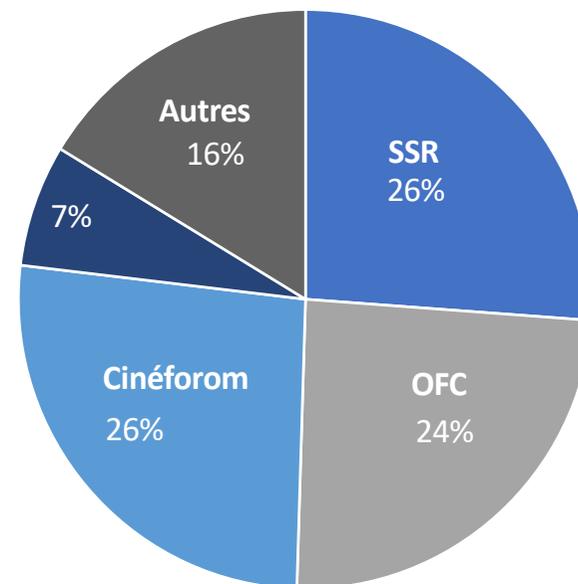


Financement équilibré



Financement équilibré

Cumulé pour les 4 groupes



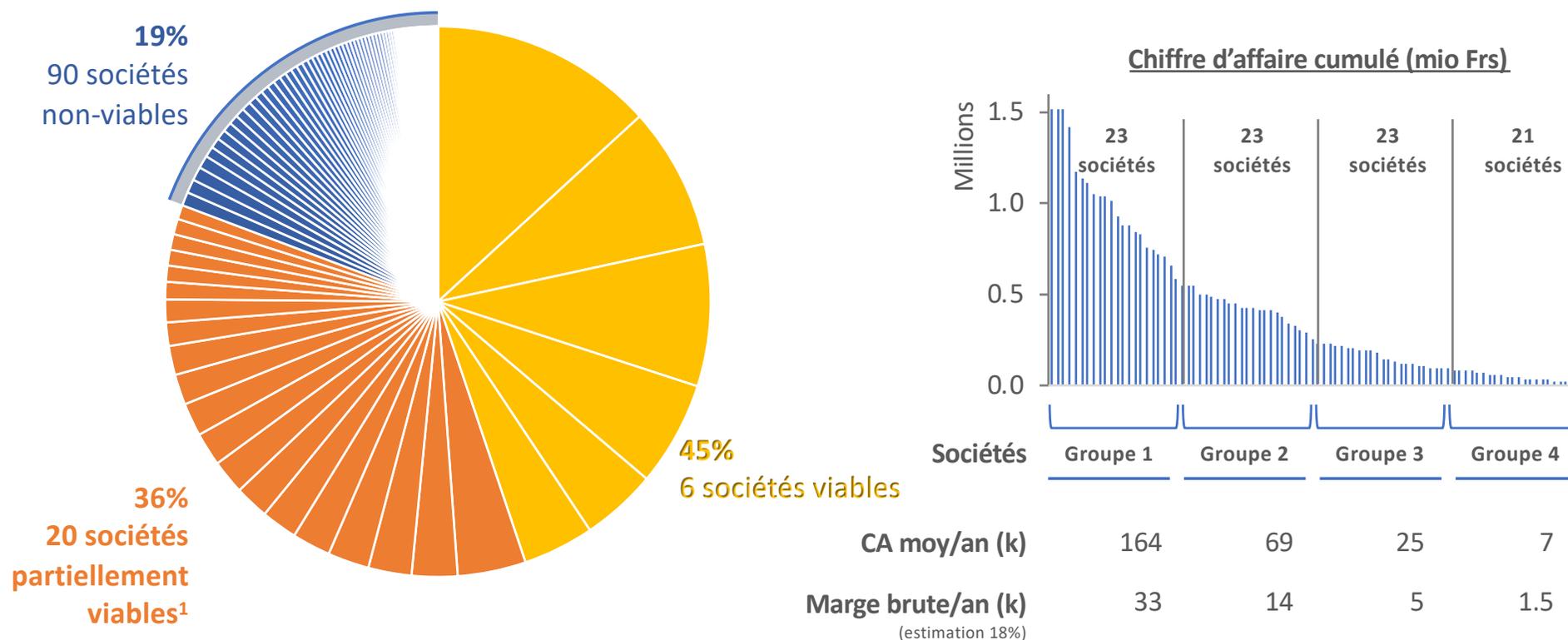
Financement équilibré, avec une part TV moins importante et importance du fonds régional et fédéral

Les apports TV sont bien moins prédominants dans ce groupe, dont les sources de financement se révèlent être bien équilibrées

Les sociétés « non-viables » reflètent une économie faite de projets ponctuels produits en marge d'autres activités par une multitudes d'acteurs



Part de marché cumulée des sociétés « non-viables » sur la période 2012-2017



▶ 19% du financement va à 90 sociétés romandes (sur 110) dont l'activité économique n'est aucunement viable sur le plan professionnel en tant que société, sauf peut-être quelques exceptions

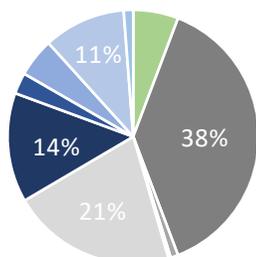
¹. Le deuxième groupe regroupe les sociétés pouvant émarger au moins 50k Frs en moyenne par année sur la période en appliquant une marge brute de 18% sur leur CA

Le documentaire est le genre le plus représenté au sein des sociétés de production les plus fragiles économiquement



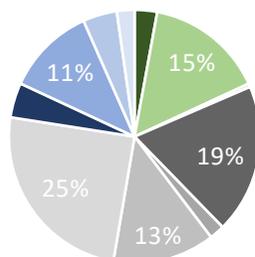
CA par genre de production pour les groupes de sociétés « non-viables » cumulé pour la période 2012-2017

Groupe 1



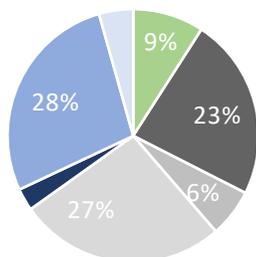
Documentaire dominant

Groupe 2



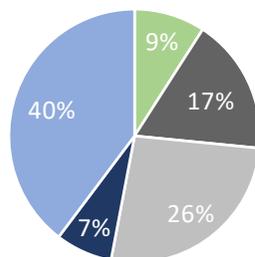
Documentaire dominant

Groupe 3



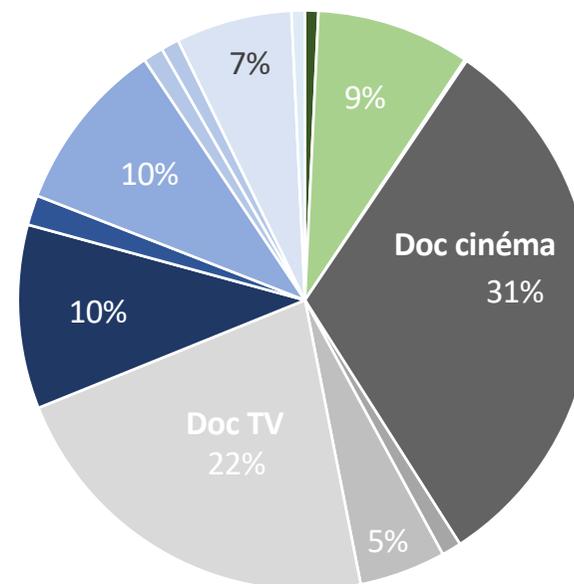
Documentaire et court-métrage

Groupe 4



Court-métrage dominant

Cumulé pour les 4 groupes



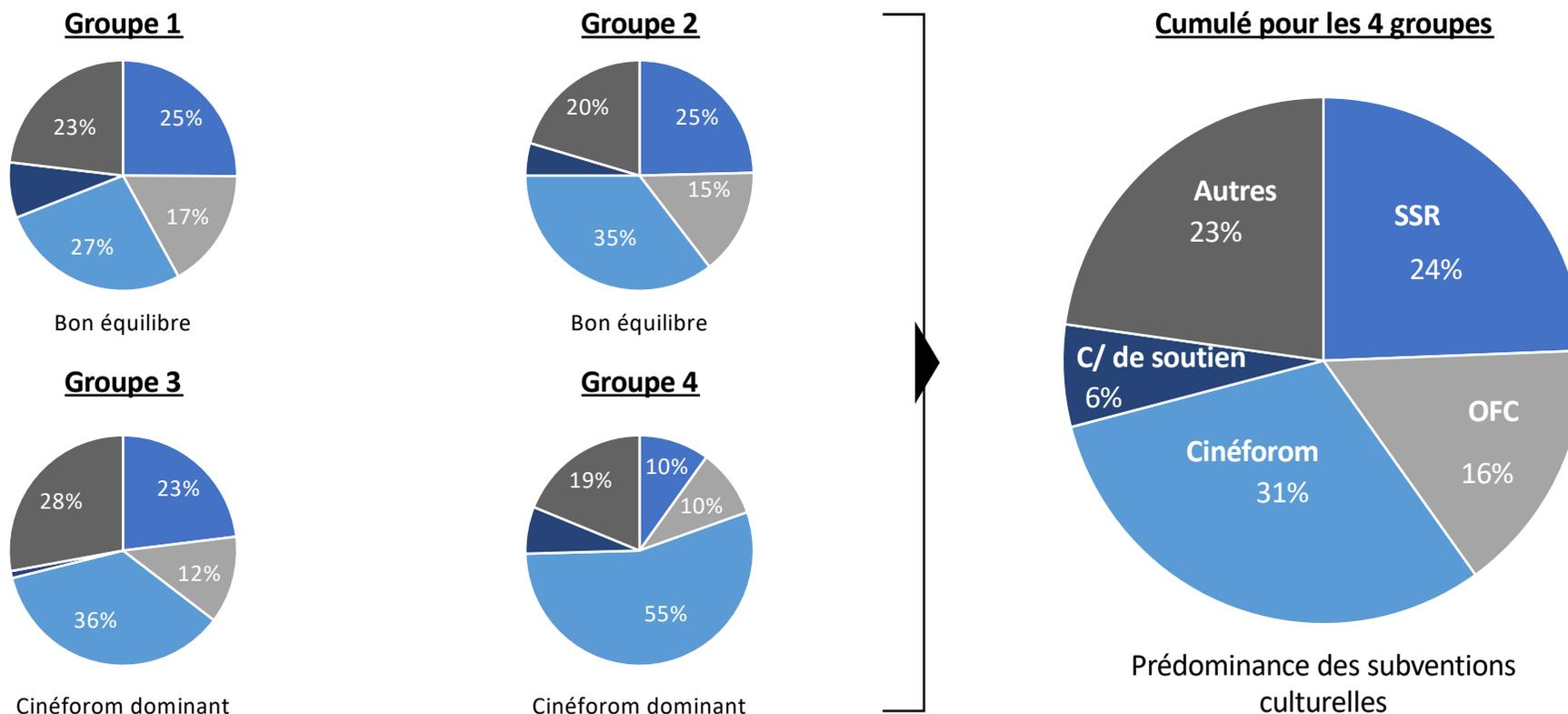
Documentaire largement dominant (59%)

En plus des sociétés qui produisent principalement du documentaire, il existe de nombreuses sociétés mono-projets principalement actives sur le segment des court-métrages de fiction et d'animation

Les sociétés « non viables » dépendent davantage que les deux autres catégories des apports financiers de Cinéforum



Source du financement par genre pour les groupes de sociétés « non-viables » cumulé pour la période 2012-2017



Alors que la SSR est encore bien présente auprès de tous les acteurs de ce segment, ce sont surtout les subventions culturelles qui rendent leur activité possible

Dans les faits, comment autant de sociétés peuvent exister?

Sociétés viables



- Absorbant 45% du financement, les 6 sociétés viables sont **largement supportées par des grands projets de fiction, TV et cinéma.**
- **Les sociétés en tête de ce groupe produisent beaucoup plus pour la RTS,** tandis que les suivantes produisent plus de projets de cinéma.
- Le type de projet qu'elles produisent nécessitent de **financer une infrastructure d'entreprise plus lourde, mais permet de dégager de quoi la financer,** ce qui démontre leur viabilité.

Sociétés partiellement viables



- Avec 36% du financement, les 20 sociétés «partiellement viables» ont un **portefeuille de projets bien plus diversifié,** et produisent plus de documentaires.
- Les sociétés de tête de ce groupe produisent encore de la fiction pour la RTS, mais les suivantes comptent presque exclusivement sur **du documentaire TV et des projets de cinéma en tout genre.**
- Ces sociétés, bien que fragiles, **peuvent subvenir aux besoins d'une équipe légère ou d'un seul producteur opérant de manière indépendante.**

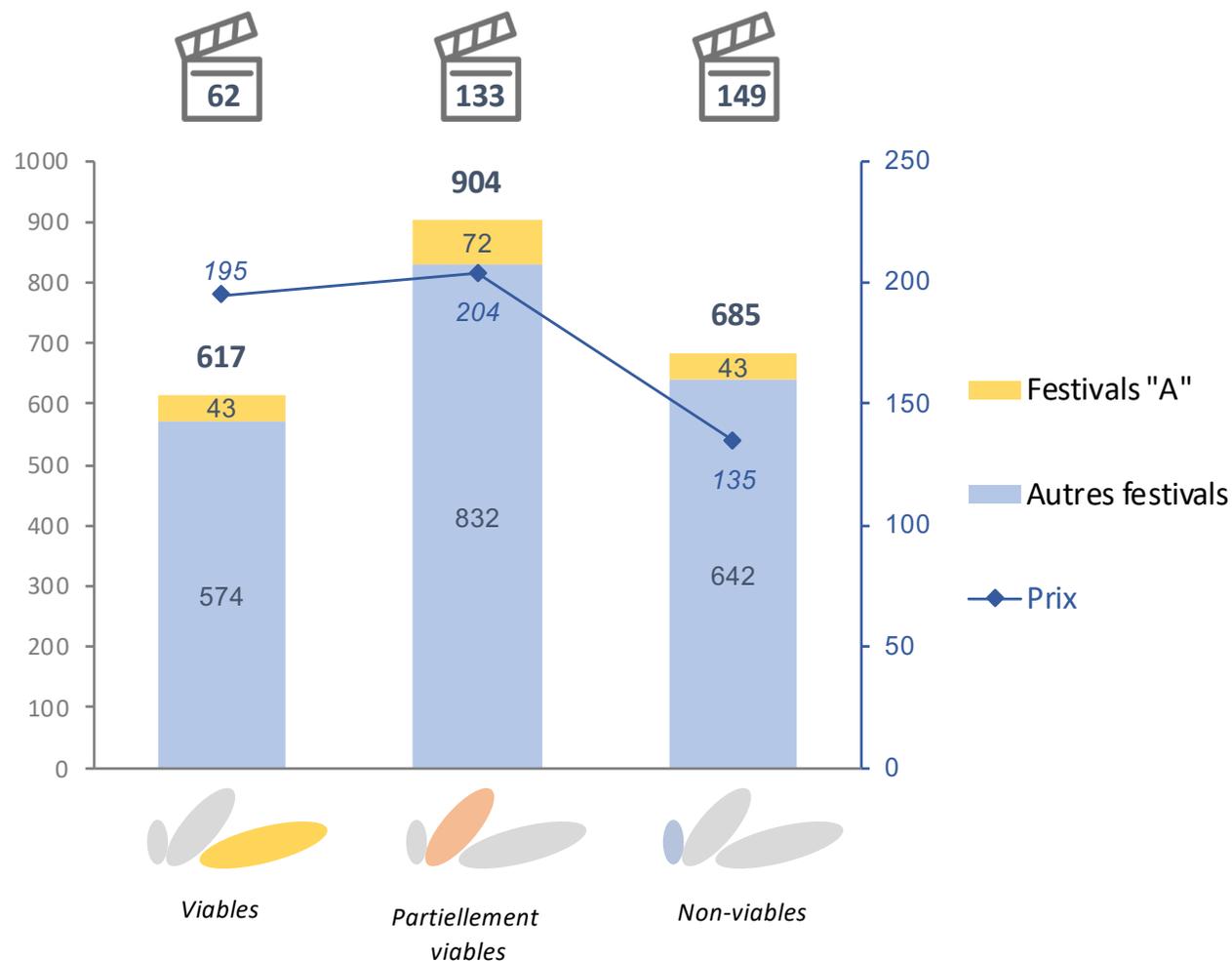
Sociétés non-viables



- 19% des fonds vont à 91 sociétés «non-viables» qui ne produisent que **peu de fiction, à l'exception des courts-métrages,** et génère en majorité des documentaires.
- Elles ont des sources de financement bien diversifiées, mais **ne parviennent pas à générer des projets de manière récurrente ou de taille importante.**
- Ces sociétés sont **incapables de financer une structure d'entreprise** et sont de facto **constituées autour d'un projet ou d'un producteur à temps partiel.**

Cependant, le succès des films en festival démontre l'importance et le dynamisme artistique de chacun des groupes de sociétés, indépendamment de leur niveau de viabilité économique

Sélection en festivals et prix par groupe de sociétés (2012-2017)



Quelle rentabilité « artistique »

- Le groupe 1 (viable) génère en moyenne 10 sélections par film produit, contre 7 pour le groupe 2 et 5 pour le groupe 3 (non-viable). Il est donc artistiquement plus rentable.
- Cependant, le groupe 2 (partiellement viable) génère sensiblement plus de sélections en festivals «A» pour chaque film sélectionné en festival.
- Le groupe 3 (non-viable), qui évolue dans une réalité incomparable au groupe 1, s'en tire admirablement bien compte tenu de la fragilité des sociétés qui la composent et des faibles budgets des films produits.

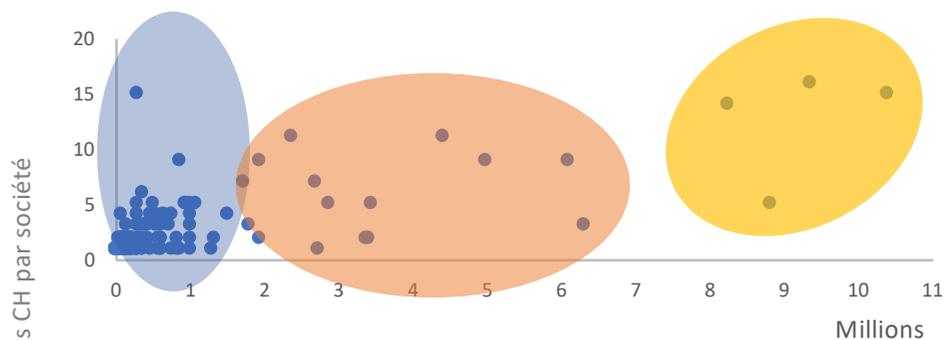
La rentabilité artistique n'est pas directement liée à la viabilité

RETOUR SUR LES DONNEES FONDS REGIO 2005 – 2010

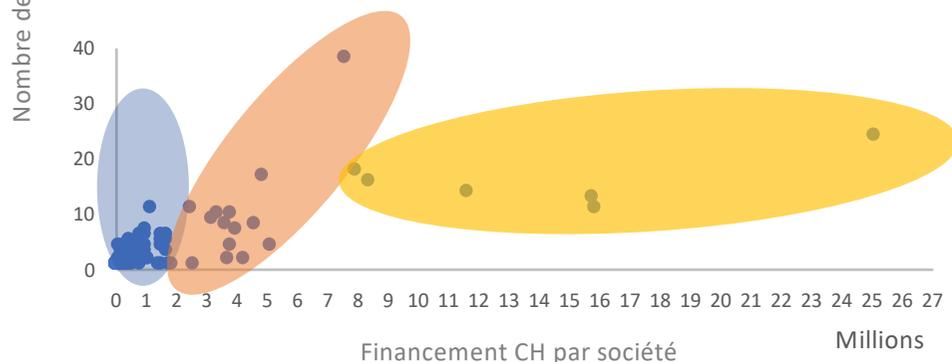
Sur les six dernières années de Fonds Régio, on observe une tendance similaire à celle de Cinéforum, sauf pour certaines sociétés ayant bénéficié d'une très forte croissance

Nombre de projets et financement CH par société romande

Fonds Régio Film | Période 2005-2010



Cinéforum | Période 2012-2017



Tendance entre les deux périodes

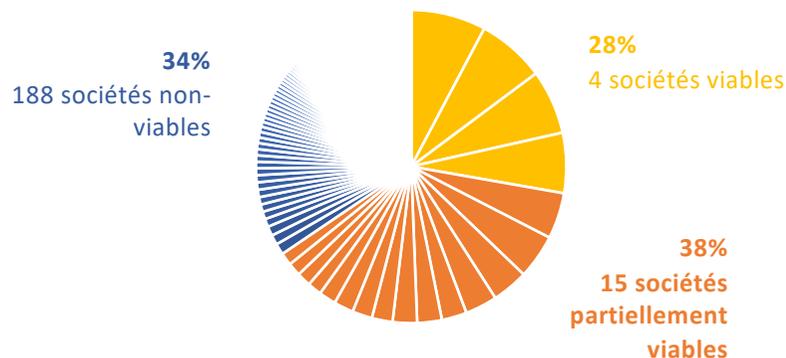
- **Trois groupes de sociétés se démarquent déjà**, mais, les sociétés viables jouissent aujourd'hui d'une plus grande avance sur le deuxième groupe.
- **Les sociétés de tête ont bénéficié d'un appel d'air extraordinaire** en comparaison à la période précédente en raison d'un apport de fonds au sein du système et d'une politique favorable.
- **Les autres sociétés ont évolué à peu près dans la même réalité** pendant les deux périodes.
- On observe cependant une **baisse du nombre de sociétés bénéficiaires entre les deux périodes**, avec une petite croissance du nombre de sociétés faisant partie du groupe de tête.

Les tendances se confirment, mais les grands changements touchent peu de sociétés

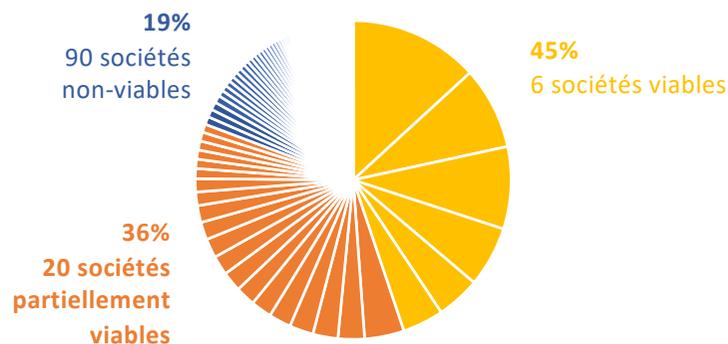
Cinéforum a eu pour effet de rassembler les moyens, augmentant globalement le nombre de sociétés viables et partiellement viables

Part de marché des sociétés romandes

Période 2005-2010 | Fonds Régio Film



Période 2012 – 2017 | Cinéforum



Plus de sociétés viables, moins de bénéficiaires

- En moyenne, moins de sociétés étaient économiquement viables qu'aujourd'hui, mais plus de sociétés bénéficiaient de financement.
- En effet, les sociétés viables (4 vs. 6) et partiellement viables (15 vs. 20) étaient moins nombreuses, au profit du nombre de sociétés bénéficiaires non-viables (188 vs. 90).
- Les sociétés viables ont largement augmenté leur CA sous l'ère Cinéforum, grâce à la politique des séries et à un système de bonification automatique plus généreux.
- Les sociétés bénéficiaires non-viables étaient deux fois plus nombreuses, notamment en raison des critères d'admissibilité au Fonds par rapport à Cinéforum.

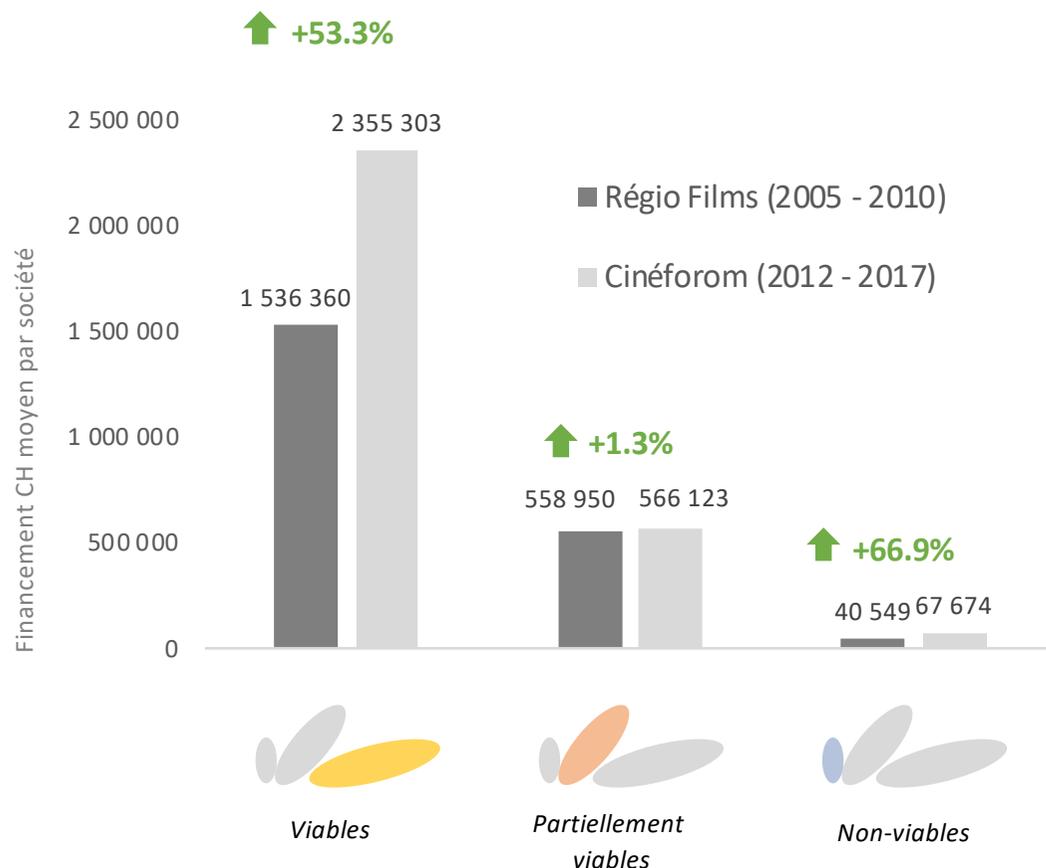
La situation s'est globalement améliorée par rapport à la période précédente

Note: Source Fonds Régio Film; Estimation du CA sur la base du financement CH hors part producteur de 10% (moyenne Cinéforum)

Cependant, les vrais gagnants des réformes sont les sociétés les plus viables et les plus fragiles, la « classe moyenne » n'ayant pas capturé la plus-value

Financement suisse annuel moyen par groupe de société

(2005-2010 et 2012-2017)



La classe moyenne stagne

- Plus d'argent a été injecté dans le système de financement public, et la politique de distribution des fonds a changé non seulement entre Fonds Régio et Cinéforum, mais aussi au sein de la RTS.
- La politique des séries a concentré les fonds RTS sur moins de sociétés bénéficiaires;
- Les fonds rassemblés par Cinéforum ont augmenté;
- Les fonds PACTE ont augmenté;
- Les fonds OFC ont augmenté;
- De nombreux très petits bénéficiaires ont disparu.

Malgré une amélioration générale, la classe moyenne des sociétés n'en a pas profité

LA CONCLUSION DE FONCTION: CINEMA ET LES RECOMMANDATIONS PORTEES PAR L'AROPA ET FONCTION: CINEMA



Remarques générales

Pour rappel, il est admis que **60% des fonds alloués à la production indépendante en Suisse romande** (environ 32 millions par an) transitant par les producteurs sont dévolus aux salaires des techniciens, réalisateurs, et comédiens, etc.

Pour réaliser un film de fiction ou une série TV, le nombre de professionnels engagés est beaucoup plus important que pour un documentaire. **La fiction joue donc un rôle crucial dans le maintien des savoir-faire du tissu professionnel romand et pour l'emploi.**

Nous estimons que l'équilibre des parts de marché entre les trois groupes de sociétés établis dans la présente étude est satisfaisant et permet:

1. A la relève et aux films « atypiques » d'exister,
2. De maintenir une très large diversité artistique des films soutenus par la manne publique.

Cette étude attire l'attention avec objectivité sur la **précarité de l'ensemble des producteurs romands**. Nous sommes conscients que seule une augmentation des moyens, et notamment par une contribution significative des fournisseurs d'accès (FAI) à la production indépendante au niveau national, pourrait véritablement changer cette réalité. La future Loi sur les Médias électroniques (en cours de consultation) serait l'occasion d'en inscrire le principe.

Les sociétés viables bénéficient d'un effet de concentration lié à la production de fiction télévisuelle et voient leur groupe s'agrandir



- Les sociétés viables bénéficient d'une augmentation de leur volume d'affaires qui découlent en partie de la **concentration des moyens de la RTS sur les sociétés de production** qui produisent des séries TV. Le budget moyen d'un téléfilm était d'environ 1,5 million, alors qu'il est de 4 millions pour les séries. La RTS a pour objectif de produire deux séries par année, voir d'augmenter à l'avenir sa capacité de production.
- Il n'est donc pas étonnant de voir que parmi les 6 sociétés viables entre 2012 et 2017, la plupart ont produits des séries.
- Cela confère une **responsabilité majeure à la RTS pour assurer une viabilité économique aux sociétés de production** qui en retour assurent aux techniciens indépendants des emplois relativement réguliers.
- **Deux sociétés rejoignent le groupe des sociétés viables** depuis la création de Cinéforum, ce qui est un **signe très positif et encourageant des effets des changements de politiques** menées parallèlement par Cinéforum et la RTS.

Les sociétés partiellement viables, et en particulier celles qui produisent du documentaire, n'ont pas vu de réelle amélioration



- Notre étude démontre que **la vingtaine de sociétés partiellement viables, qui pour la majorité existent depuis plus d'une décennie, sont économiquement très fragiles** et qu'elles ne sont pas en mesure de couvrir leurs frais structurels de manière constante.
- Ces sociétés **produisent davantage de films documentaires** que celles du groupe 1. Les documentaires, en raison de leur budget moins important, ne permettent pas d'émarger suffisamment de frais généraux (fixés à 7,5% des budgets des films).
- Ce problème est donc structurel: **les sociétés qui produisent moins ou peu de fiction, sont en difficulté chronique.**
- Pourtant, il faut souligner que **les films documentaires jouent un rôle essentiel pour la visibilité du cinéma suisse à l'étranger:** régulièrement primés dans les festivals internationaux, diffusés en salle et dans les télévisions nationales et étrangères, la qualité des documentaires suisses est largement reconnue.
- Pour autant, **ce groupe de sociétés « partiellement viables » n'a pas bénéficié d'amélioration significative de sa part de marché des soutiens**, ni d'évolution du budget des films que ce groupe a produit, malgré l'augmentation de près de 4 millions investis par les Cantons et les villes, et les 2.5 millions de la RTS qui ont été sécurisés pour la production indépendante lors du dernier Pacte de l'audiovisuel (2015-2018).
- Nous proposons **plusieurs pistes pour améliorer et renforcer la viabilité de ses sociétés de production établies**, qui jouent un rôle important pour la diversité de l'offre audiovisuelle romande.
- A l'image du cercle vertueux entamé en fiction par la RTS avec des partenariats forts avec les indépendants, **une réflexion devrait être entamée dans le cadre du nouveau Pacte audiovisuel 2019-2022, pour accroître non seulement les fonds alloués à la fiction comme annoncé, mais également de l'enveloppe dédiée aux films documentaires.** Actuellement cette enveloppe est de CHF 745'000.- pour les docs TV et 520'000.- pour les docs cinéma, soit un total de CHF 1'265'000.- par année, ce qui est modeste.

De ce fait, nous appelons les partenaires de la branche, et en particulier la RTS, à soutenir d'avantage l'activité des sociétés de la « classe moyenne »



- Ces fonds supplémentaires devraient permettre :
 1. **D'augmenter la part du financement RTS des docs cinéma par projet**, pour garantir des salaires corrects et que les frais généraux des producteurs soient préservés.
 2. **De revoir à la hausse les budgets des docs TV**, mal financés, dans le but d'accroître notamment les honoraires des producteurs qui aujourd'hui sont insuffisants.
 3. **Prévoir une régularité dans les commandes**, notamment des séries documentaires (à l'image de la série fiction).
 4. **D'accroître le nombre de projets soutenus**, pour permettre un volume financier global plus important aux sociétés de production qui se concentrent sur la production de documentaires et qui bénéficient d'un savoir-faire qu'il faut valoriser.
- Ces éléments posent bel et bien la question du **volume du documentaire** dans le Pacte de l'audiovisuel et de son éventuelle augmentation.
- Par ailleurs **nous recommandons fortement que la RTS externalise d'avantage la production de ses émissions de flux** (notamment les magazines) afin d'augmenter le volume de production des sociétés indépendantes et de permettre une meilleure structuration de la branche.
- Un **volume financier annuel plus important pour le documentaire** bénéficierait à l'ensemble de la branche et particulièrement aux 20 sociétés partiellement viables.

Les sociétés non-viables ont largement bénéficié des nouvelles politiques, et il est important de continuer de les soutenir afin de garantir la diversité



- Le nombre des sociétés « non viables » est important. Grâce aux données chiffrées que nous avons analysées pendant les 6 années d'existence du fonds REGIO (2005-2010), **nous pouvons constater que la création de Cinéforum a eu pour effet de diminuer de manière significative le nombre de petites structures bénéficiaires.**
- En revanche, **les films soutenus dans cette catégorie de sociétés de production ont obtenu davantage de moyens financiers,** (pratiquement le double par projet).
- En ce sens, **Cinéforum a eu un rôle positif dans son action et remplit un de ses objectifs, puisque moins de films clairement sous-financés ont été produits.** Ainsi, les films, mieux financés, ont objectivement plus de chance d'être réalisés dans des conditions professionnelles et d'obtenir *in fine* une facture de qualité qui leur permette d'exister dans les circuits de distribution classiques.
- Bien que cette catégorie ne puisse très clairement pas vivre de ce métier (certaines de ces sociétés n'en ont d'ailleurs pas vocation) et qu'elle doit chercher d'autres sources de revenus pour garantir un salaire régulier, elle est légitimement soutenue par les pouvoirs publics au nom de la diversité de l'offre cinématographique.
- Il faut aussi relever que cette catégorie de sociétés recouvre les films de la relève, mais aussi des projets qui prennent davantage de risque sur le plan formel et artistique.

FONCTION CINEMA

Pierre-Adrian Irlé
pierreadrian@gmail.com

Aude Vermeil
aude.vermeil@fonction-cinema.ch



Genève, août 2018